

Mission économique suisse à Singapour, 4 - 6 avril 1991

Entretiens à Singapour

Entretien avec le vice-Premier Ministre et Ministre du commerce et de l'industrie BG Lee Hsien Loong, le 5 avril 1991 à Singapour

M. le Conseiller fédéral Delamuraz (CFD) a débuté l'entretien en adressant ses félicitations au gouvernement et au peuple de Singapour pour l'extraordinaire performance réalisée en un quart de siècle dans le domaine du développement économique. Il a ensuite rappelé que Singapour est le troisième marché asiatique pour l'économie suisse, ce qui justifie pleinement la présence de la délégation mixte dans la Cité-Etat. CFD a mentionné qu'il n'existait pas de problèmes bilatéraux entre les deux pays; les relations peuvent être qualifiées d'excellentes. Néanmoins, il a indiqué que certaines difficultés dans le domaine de la propriété intellectuelle, malgré de réels progrès durant ces dernières années, étaient toujours d'actualité. Un aide-mémoire résumant ces questions fut remis au vice-Premier Ministre par la partie suisse. M. Lee a assuré son interlocuteur que ces points seraient examinés avec toute l'attention souhaitée.

Dans un deuxième temps, l'entretien s'est porté sur des questions multilatérales. CFD a demandé à Lee sa perception du futur de la région et son appréciation sur le cas de "Hong Kong 1997". Lee a tout d'abord indiqué que la croissance dans la région serait maintenue à condition que la situation politique demeurerait stable. Dans ce contexte, Lee attache une grande importance à la présence des forces américaines en Asie. A son avis, elles contribuent à garantir la stabilité de la région.

Puis, Lee a constaté que la croissance économique de la région reposait encore en grande partie sur les investissements en provenance du Japon, des USA et de l'Europe. Cependant, il a indiqué que la part des investissements intrarégionaux s'accroissait; la Corée du Sud et Taiwan sont particulièrement actifs dans ce domaine. Le vice-Premier Ministre constate que la région gagne en cohérence et en dynamisme.

Concernant la situation en Indochine, Lee pense que le problème est soluble. Le potentiel économique du Vietnam, du Cambodge et même de la Birmanie permet de formuler de grands espoirs quant à leur intégration future dans la région dès que les difficultés d'ordre politique seront aplanies.

Pour ce qui est de Hong Kong, Lee a expliqué qu'il était très difficile de faire des prévisions sur l'après 1997. De fait, les gens de HK ont la possibilité de quitter leur pays pour la Grande Bretagne, le Canada ou encore Singapour notamment. Ainsi, si les entreprises et le peuple n'ont pas confiance, ils iront s'installer ailleurs. Lee a comparé HK à une firme qui se trouvait sur le point de changer son équipe de direction avec toutes les incertitudes qui découlent d'une telle situation.

CFD a ensuite abordé le thème de la coopération économique régionale en Asie. Lee a indiqué que dans le cas de l'ASEAN (Association of South East Asian Nations), tout comme dans celui de l'APEC (Asian Pacific Economic Cooperation), la collaboration demeurait, pour diverses raisons, au stade embryonnaire. Selon Lee, il ne faut pas s'attendre à un développement type "CE". Les Singapouriens ne semblent pas désirer intensifier la coopération économique dans le cadre de ces deux organisations, du moins dans le court terme. Concernant la proposition malaisienne d'un EAEG (East Asian Economic Grouping), Lee pense qu'il est trop tôt pour formuler une opinion pertinente, les choses demeurent encore floues.

Lee s'est montré beaucoup plus optimiste sur les chances de succès du "growth triangle". A son avis, la proximité et la complémentarité entre l'Indonésie, la Malaisie et Singapour laissent entrevoir de réelles possibilités dans le domaine de la coopération économique.

En conclusion, Lee a ajouté que, quel que fût le cadre de la coopération régionale en Asie dans le futur, les liens dans le domaine du commerce et de l'investissement entre les pays de la région se resserreront.

CFD a remarqué que la Suisse n'avait aucune objection à formuler sur la coopération régionale aussi longtemps que l'on n'assistait pas à la création de blocs économiques fermés. Il a indiqué que la Suisse veillerait à respecter cette règle dans son action dans le domaine de l'intégration européenne. CFD a clairement fait savoir à son interlocuteur que la Suisse ne voulait pas d'un EEE introverti. Lee a reçu ce message, cependant il s'est montré sceptique sur la volonté des grands pays européens à garder une Europe ouverte au monde extérieur.

Dans cette optique, M. l'Ambassadeur de Pury a rappelé l'importance des négociations du GATT pour des petites nations commerçantes. Face au danger de création de forteresses économiques et face à l'émergence du protectionnisme, il a plaidé en faveur d'une intensification de la collaboration entre des pays comme la Suisse, Singapour, les autres membres de l'ASEAN et de l'AELE, la Corée, l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Canada, en fait entre tous les pays commerçants non membre d'un bloc économique, afin de mener à terme le plus

rapidement possible, en défendant au mieux leurs intérêts, les négociations du Cycle de l'Uruguay.

Lee s'est déclaré totalement en accord avec cette vision. Il a confirmé d'une part l'importance d'une conclusion rapide et positive de l'Uruguay Round, et d'autre part, la nécessité d'une intensification de la collaboration entre les petits pays libéraux au sein des organisations internationales.

En réponse à une question de M. Borgeaud concernant l'équilibre entre le secteur industriel, celui du commerce et celui des services, Lee a précisé que la part du secteur industriel au PNB se montait à environ 25 % depuis plusieurs années. Il a indiqué qu'il était important pour son pays de conserver une part de production sur son territoire. Cependant, il a ajouté que l'augmentation des coûts de production et le manque de main-d'oeuvre (actuellement un tiers des ouvriers sont étrangers) représentaient des obstacles pour le secteur de la production à Singapour. Lee a expliqué qu'il existait deux moyens de surmonter ces difficultés. Premièrement, une partie de la production peut aujourd'hui être transférée dans les autres pays de la région (Indonésie, Thaïlande...); deuxièmement, à l'instar de la Suisse, Singapour doit s'orienter de plus en plus vers la production de biens à forte valeur ajoutée. Lee a indiqué que son pays comptait jouer sur ces deux tableaux.

En conclusion de l'entretien, CFD a fait part du désir de la Suisse de voir Singapour intensifier sa collaboration avec l'OCDE. De plus, il a déclaré qu'il était très favorable à une adhésion de la Cité-Etat à cette organisation.

CFD a invité le vice-Premier Ministre en Suisse.

Memorandum

Switzerland would like to draw the Singapore authorities' attention to the following problem regarding the Government's note of patented medicines and drugs:

Section 13(1) of the Patents (Compulsory Licensing) Act 1968 states that a patent is not deemed to be infringed by acts done on behalf of the Government in dispensaries, hospitals or other medical institutions. This section of the Act is used quite frequently, the notification of the patentee according to Section 13(3) is normally silent as to the source of supply, no approach is normally made to the patentee as to the compensation according to Section 13(4) and moreover, Section 13(5) sets a ceiling to such compensation of 5 % of the net ex-factory sales price in bulk. Similar Crown/Government provisions exist also in other countries (e.g. US, UK, Australia, Malaysia), but the respective Governments seldom if ever exercise their powers under such provisions with respect to pharmaceuticals, and there are no ceilings to compensation. Even if these provisions had been appropriate some 20 years ago, they seem now unnecessary in view of the rapid development Singapore has taken and they are also contrary to promoting Singapore as a R&D centre.

Therefore, Switzerland suggests that the whole Section 13 should be abolished or, if continuing to exist, it should only be exercised in very special circumstances, any compensation should be increased to a more reasonable rate, and there should be no fixed ceiling, particularly none which is based on ex-factory prices.

5 April 1991

Gespräch mit Premierminister Goh Chock Tong, Singapur, 5. April 1991

Bundesrat Delamuraz (BRD) gab einleitend die Ziele der Schweiz. Wirtschaftsmission bekannt. PM Goh (G) begrüßte diesen Besuch, da er für ihn, wie andere Besuche aus Europa, ein Zeichen für ein Interesse am asiatisch-pazifischen Raum - und nicht nur an der EG 92 - darstelle.

G sieht die pazifische Region auch in den nächsten 10 Jahren als einen Raum schnell wachsender Wirtschaften, vielleicht mit Ausnahme der Philippinen. Er hoffte, dass trotz der europäischen Ereignisse (inkl. Osteuropa), keine Investitions- und Handelsverzerrungen bzw. -umlenkungen stattfinden, welche die pazifischen Länder beeinträchtigen könnten. Nach seiner Ansicht ist ein eigentlicher Prosperitätsgürtel in dieser Region im Entstehen begriffen, der auch die Küste Chinas sowie weitere Länder einschliessen dürfte, wenn einmal das Kambodscha-Problem gelöst sei und in Vietnam ein Regimewechsel stattgefunden habe. Ueber Nord-Korea dagegen wagte er kein Urteil abzugeben.

Was die regionale Zusammenarbeit anbelangt, so erschien diese G vorläufig wichtiger - vor allem im Rahmen der APEC und der ASEAN - als ein OECD-Beitritt. Für einen solchen Beitritt sei Singapur noch nicht ganz reif und es würde in gewissen politischen Widerspruch zu den anderen ASEAN-Ländern geraten. Hingegen konnte G eine Fortsetzung des Dialogs mit den OECD-Mitgliedern unterstützen.

Die East Asian Economic Grouping (EAEG) bezeichnete er als offen, d.h. später könnten event. auch andere Länder, wie die USA oder Australien beitreten. Es gehe nicht um eine Blockbildung, sondern vor allem um eine Diskussion gemeinsamer Probleme, und um die Möglichkeit, als Gruppe mit der EG verhandeln zu können. G fügte allerdings bei, wenn sie von aussen dazu gezwungen würden, müssten sie sich restrukturieren und einander beistehen. Damit droht indirekt doch eine Blockbildung, nämlich als Reaktion auf einen EG- oder Nordamerika-Block oder auf andere Umstände, wie z.B. unbefriedigende Uruguay-Runde Ergebnisse.

Insgesamt scheint sich Singapur somit alle Optionen der regionalen und globalen Zusammenarbeit offen halten zu wollen.

BRD und G bekräftigten schliesslich auch die gemeinsamen Interessen an einem erfolgreichen Abschluss der UR und einer entsprechenden Fortsetzung der bisherigen guten Zusammenarbeit. Auf die mögliche Vermittler- oder Vorbildrolle Singapurs gegenüber den Entwicklungsländern angesprochen, entgegnete G beinahe lapidarisch, dass Länder mit mehr Naturschätzen und grösseren Bevölkerungszahlen als Singapur eigentlich selbst zur Einsicht kommen müssten, ihr System zu ändern und sich der Konkurrenz zu stellen. Er schloss mit dem persönlichen Bekenntnis, ein Bewunderer der Schweiz zu sein, wie viele Singapurianer.

Gespräch mit Aussenminister WONG Kan Seng, Singapur, 6. April 1991

Bundesrat Delamuraz (BRD) erklärte Minister Wong (W), dass es sich um die erste schweizerische Wirtschaftsmission dieser Art nach Singapur handelte, welche damit trotz der Integrationsgeschehnisse in Europa ihr Interesse an der pazifischen Region bekundete. Er wies im weitem auf die erfreuliche Handelsentwicklung zwischen den beiden Ländern und die wichtige Position der Schweiz als Investor in Singapur hin. Beide Länder hatten auch gemeinsame Interessen in der Uruguay-Runde zu vertreten und wollten sich um einen baldigen, erfolgreichen Abschluss bemühen.

W bestätigte, dass unsere Länder die gleiche Philosophie vertreten und er wünschte nur, dass auch gewisse EG-Mitglieder diese Offenheit nach aussen, insbesondere nach Südost-Asien, bekunden würden.

Zur Beurteilung der regionalen Zusammenarbeit im pazifischen Raum bemerkte W, dass Singapur alle multilateralen Bemühungen unterstütze, welche zu einem offenen Welthandelssystem führten. Die APEC bezwecke nicht die Errichtung von Barrieren für Drittländern und diene bisher lediglich als Konsultationsforum sowie zur Durchführung gewisser Studien. Besondere Beachtung seitens seines Landes finde in letzter Zeit das "Growth triangle", wo sich die Zusammenarbeit mit Indonesien und Malaysia zunehmend konkretisiere. In etwas weiterem Rahmen, der ASEAN, erfolge die Kooperation auf lockerere oder langsamere Weise, aber doch Schritt um Schritt. (Bekanntlich hatte Malaysias Premierminister Mahatir, bei einem ASEAN-Treffen von Anfang März, auch von einer möglichen Erweiterung der ASEAN auf andere südost-asiatische Länder gesprochen, aber W ging in dem Gespräch nicht darauf ein.) Ganz offensichtlich ist Singapurs politischer Wille zur Zusammenarbeit in allen regionalen Gruppierungen vorhanden. Es hat sich eine Wachstumsrate von jährlich 4 bis 6 % gesetzt, um keine Ueberhitzung zu riskieren. Mit seinem Arbeitskräftemangel, der beschränkten Bodenverfügbarkeit und dem hohen Kostenniveau einerseits, und der wirtschaftlichen Stärke und zentralen Lage andererseits, kann Singapur sicher von der Kooperation mit den Nachbarländern profitieren, auch wenn es nicht im Rahmen eines "EG- oder EFTA-Gebildes" geschieht.

Vom politisch-militärischen Standpunkt aus betrachtete W die pazifische Region als sehr stabil in den letzten 20 Jahren - mit Ausnahme der vietnamesischen Invasion in Kambodscha. Die Region war gezeichnet von Rekordwachstumsraten und Japan spielte dabei die Lokomotive, vor allem mit seinen umfangreichen Investitionen in verschiedenen Ländern in den letzten 6 Jahren. Glücklicherweise hätten die Supermächte in all den Jahren keinen Konflikt in dieser Region ausgetragen, und es hätte auch kein Rüstungswettlauf stattgefunden. Dem kürzlichen Putsch in Thailand mass W keine besondere Bedeutung für die Region bei. Es werde zwar eine neue Verfassung und Parlamentswahlen geben, aber wie in einem Unternehmen werde lediglich das Management ausgewechselt, während das Land seine gewohnten Aktivitäten fortsetze. Die Lage in Kambodscha betrachtete er dagegen als schwieriger. Verschiedene Lösungsvorschläge (seitens der 5 permanenten Mitglieder des UN-Sicherheitsrates oder auch Frankreichs und Indonesiens) seien zwar gemacht worden, aber Phnom Pen (bzw. Hanoi) sei noch nicht zum Einlenken bereit; m .a.W. , die Probleme wären lösbar, aber es fehle der politische Wille.

Eine gewisse Zuversicht verbreitete W betreffend das künftige China. Seines Erachtens hatte die chinesische Regierung beschlossen, ein wirtschaftlich - nicht aber politisch - liberaleres System einzuführen. Er sah daher in den Massnahmen der letzten Zeit nicht eine Kehrtwendung oder einen Rückschritt, sondern lediglich Vorsichtsmassnahmen Beijings, um angesichts der Preiserhöhungen, der Inflation und der niedrigen Löhne, eine allfällige Revolution zu vermeiden. W glaubte, dass nun mehr Investitionen nötig wären, um eine Oeffnung zu fördern. Er baut auch auf den zunehmenden Einfluss der Provinzregierungen, die aus jüngeren Kadern bestünden, welche im Ausland waren und dort gesehen hätten, dass auch ein anderes System funktionieren könne, und wie. Aus internen Gründen sei gegenwärtig auch Chinas GATT-Beitritt schwieriger geworden, obwohl der Wille dazu nach wie vor vorhanden sei. W fügte bei, dass diese Frage für Geschäftsleute aus Ländern wie Japan und Singapur ohnehin zweitrangig sei für ihre Geschäftsaktivitäten mit China.

Wie die übrigen Gesprächspartner strahlte auch Aussenminister W ein grosses Vertrauen in die Stärke Singapurs, die politische Stabilität im pazifischen Raum und die Prosperität der Region aus. Die Bedingungen für eine positive Weiterentwicklung Singapurs scheinen gegeben.

Gespräch mit Erziehungsminister Dr. TAY Eng Soon, Singapur, 6. April 1991

Bundesrat Delamuraz (BRD) erklärte einleitend die Ziele der gemischten Wirtschaftsdelegation und hob die generell ausgezeichneten Beziehungen zwischen der Schweiz und Singapur hervor. Dazu gehörten auch die in den letzten Jahren intensivierten Kontakte im Ausbildungsbereich.

Dr. Tay (T) begrüßte die Absicht der Schweiz, ihre Beziehungen mit Singapur und andern Ländern im pazifischen Raum zu festigen. Der Ausbildungssektor könne hier eine wichtige Brückenfunktion ausüben. T erläuterte sodann in grossen Zügen das Bildungssystem Singapurs, welches traditionsgemäss nach dem britischen ausgerichtet sei. So bestünden Vereinbarungen mit Grossbritannien, den USA und Australien in diesem Sektor.. Mit zunehmender Internationalisierung der Wirtschaft, habe man sich aber seit einiger Zeit für eine Globalisierung auch im Ausbildungsbereich entschlossen. Die Sprachkurse bilden dabei ein wichtiges Element. An den Polytechniken werden heute freiwillige Kurse in Französisch, Deutsch und Japanisch unterrichtet, und an den Universitäten sind Sprachzentren vorerst für Deutsch und Französisch gegründet worden. Die drei Polytechniken Singapurs werden von je ca. 12'000 Studenten besucht. Der Diplomstudiengang dauert 3 Jahre. Nebst dem eigentlichen Techniker-Studium ist es auch möglich, Tourismus, Buchhaltung, Biochemie etc. zu studieren. Wichtig erschien T der enge Kontakt zur Industrie. Die Lehrkräfte arbeiten zum Teil auch an Projekten für die Industrie. Im Verwaltungsrat nehmen Arbeitgeber-, Gewerkschafts- und Regierungsvertreter Einsitz.

Auf die Frage nach dem Zugang von Studenten aus Singapur zu Universitäten und Forschungsinstituten in EG-Ländern entgegnete T, dass aufgrund der bestehenden bilateralen Beziehungen eine kleine Zahl von Studenten nun in Frankreich und Deutschland studiere. Kürzlich wurde zudem für Mittelschüler bis zur Matur eine Anzahl Stipendien zum Studium in Frankreich und Deutschland geschaffen. Es bestehe in Singapur auch die Möglichkeit, Chinesisch zu studieren, eine Einrichtung, welche insbesondere die Franzosen interessiere.

Auf die Frage Professor Pscheids (P) nach den Erfahrungen mit dem Wechsel vom britischen zum kontinentaleuropäischen System, entgegnete T, dass der Wechsel erst begonnen habe, und es noch zu früh für aussagekräftige Erkenntnisse sei. Man suche gegenwärtig noch externe Prüfungsexperten, z.B. auch aus Deutschland und vielleicht aus der Schweiz. Die Lehrkräfte an den Polytechniken gingen zum Teil auch noch in Weiterbildungskurse ins Ausland.

P zeigte sich befriedigt über die angelaufene Zusammenarbeit zwischen der Ingenieurschule St.Gallen und dem Singapore Polytechnic, sowie über Singapurs Bereitschaft, die Schweiz in der Ausbildung im Mikroelektronik-Bereich zu unterstützen.

Rektor Khoo vom Singapore Poytechnic gab der Hoffnung Ausdruck, ein weiteres Austauschprogramm werde später zum Tragen kommen, mit dem Schweizer Studenten in Unternehmen in Singapur, und umgekehrt, Studenten aus Singapur in Firmen in der Schweiz, ein Stage absolvieren könnten.

Singapur hat die Wichtigkeit der Arbeits- und Führungskräftequalität und einer entsprechenden Ausbildung für die Zukunft der Wirtschaft und des Landes klar erkannt. Interessant erscheint der globale Approach im Bildungssystem, wonach vom bisher ausschliesslich auf das britische Modell ausgerichteten System auf das europäische übergegangen wird und auch Bezugspunkte zum japanischen bestehen. Singapur internationalisiert sich auch diesem Bereich !

Entretiens entre les représentants du secteur privé suisse et de Singapour à Singapour, le 5 avril 1991

A Singapour, une réunion entre les représentants du secteur privé des deux pays prit place le 5 avril 1991 dans le cadre d'un meeting organisé par l'Economic Development Board. Les industriels de la Cité-Etat ont montré un réel intérêt pour le "cas suisse". Le fait que notre tissu industriel soit constitué en grande partie par de petites et moyennes entreprises capables d'exporter dans le monde entier, grâce à une technologie de très haut niveau, exerce une réelle fascination sur les industriels singapouriens. Ils ont clairement exprimé leur désir d'acquérir ce type de technologie qui sied parfaitement à l'industrie locale. Les Suisses ont déclaré qu'ils étaient tout à fait prêts à intensifier la collaboration entre les deux pays. Cependant, ils ont indiqué que le prochain pas devait être fait par les Singapouriens. Les industriels suisses ont vivement conseillé à leurs interlocuteurs d'identifier précisément les secteurs pouvant bénéficier de transferts de technologie et de venir se rendre compte "de visu" de la situation en Suisse. Les Suisses se sont déclarés prêts à organiser cette visite.

En outre, les industriels suisses ont indiqué que les progrès réalisés dans le domaine du respect des droits de la propriété intellectuelle faciliteraient les transferts de technologie dans le futur.

BUNDESAMT FÜR AUSSENWIRTSCHAFT

S-Kor 821
Sing 821

Bern, 11. 4. 91

Notiz


Bericht über die Wirtschaftsmission in Südkorea und Singapur

Geht an: Staatssekretär Blankart

Kopie an: Polit. Abt. II EDA ; F&W Dienst, EDA
Eidg. Steuerverwaltung EFD; Eidg. Finanzverwaltung EFD
BAGE
BIGA
Schweiz. Botschaft Seoul, Singapur, Bangkok, Jakarta, Kuala Lumpur, Manila
Generalkonsulat Hong Kong

jek, ari, kel, gir, bal, ~~zos~~, was, sti, maz, eib, mjj, zub, kum, bar, cos

Ich beehre mich, Ihnen hiermit den Bericht über die schweizerische Wirtschaftsmission nach Süd-Korea und Singapur, vom 1.-7. April 1991, zu übermitteln. Dank der Mitwirkung der verschiedenen Dienste und Stellen bei der Vorbereitung und der aktiven Beteiligung des Privatsektors hat die Mission bei den Gesprächspartnern das Interesse der Schweiz an dieser Region nachhaltig unterstreichen können. Die vermittelten Kontakte zwischen Regierungs- und Wirtschaftsvertretern dürften in naher Zukunft auch dazu beitragen, dass sich die Beziehungen der Schweiz mit den beiden dynamischen Ländern noch intensivieren werden.



D. de Pury

Beilagen: erwähnt